



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

SAT COPIE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des Installations
Classées

Affaire suivie par Catherine FRANKE

Tél : 03 87 34 88 29

Fax 03 87 34 85 15

Internet : catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr

ARRETE

N° 2008-DEDD/IC-43

en date du 14 février 2008

-modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005 imposant à E.D.F des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de sa Centrale Thermique de La Maxe.

-renouvelant l'autorisation de détenir des sources scellées radioactives.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les dispositions des titres 1^{er} des livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'Environnement ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le décret n° 2002-460 du 4 avril 2002 relatif à la protection générale des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003, modifié, relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW_{th} ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 imposant à E.D.F des prescriptions complémentaires concernant l'exploitation de sa Centrale Thermique de la Maxe ;

Vu la lettre d'E.D.F, en date du 14 septembre 2007, sollicitant la mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, cité ci-dessus, et le renouvellement de son autorisation de détention de sources scellées radioactives dans son établissement de La Maxe ;

Vu l'étude détaillée des risques réalisée par CSD AZUR, le 8 mars 2005, et référencée AZ01897 ;

Vu l'étude relative à la couverture du parc à cendres de WOIPPY réalisée par ANTEA, en décembre 2006, et référencée A 44213/C ;

Vu le décret n°2006-1454 du 24 novembre 2006 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 16 octobre 2007 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, du 22 novembre 2007 ;

Vu la lettre d'observations de la société, en date du 27 novembre 2007 ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 11 février 2008 ;

Considérant que les quatre sources radioactives détenues par l'exploitant sont désormais soumises à autorisation suite à la création de la rubrique 1715 de la nomenclature des installations classées et qu'il convient de les réglementer ;

Considérant qu'E.D.F a fait part de sa demande de bénéficier de l'antériorité pour ses activités d'emploi de sources radioactives dans le délai d'un an prévu par l'article L.513-1 du code de l'environnement ;

Considérant la décontamination d'un transformateur contenant des PCB ;

Considérant la présence sur le site d'un seul atelier de charge d'accumulateurs ;

Considérant le remplacement de certains compresseurs anciens ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour les activités répertoriées par la nomenclature des installations classées visées à l'article I-3 de cet arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, susvisé ;

Considérant que l'article IX-4-2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, visé ci-dessus, impose une valeur limite de rejet en MES de 30 mg/l pour les eaux de ruissellement de l'apportement fluvial ;

Considérant que l'auto-surveillance réalisée par l'exploitant révèle le non respect de cette prescription ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 modifié, susvisé, prévoit une valeur limite en MES de 100 mg/l dès lors que le flux n'excède pas 15 kg/j ;

Considérant que les rejets des eaux pluviales de l'apportement fluvial s'effectuent dans la Moselle, dont le débit est compatible avec ces rejets ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'article IX-4-2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, susvisé ;

Considérant la mauvaise représentativité des mesures de température au niveau du barrage d'Argancy ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 modifié, cité ci-dessus, permet d'estimer la température par calcul en aval des rejets ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'article IV-6-2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, cité ci-dessus, afin de permettre à l'exploitant d'estimer la température par calcul à l'aval des rejets ;

Considérant que les mesures proposées par l'exploitant pour la couverture du parc à cendres décrites dans l'étude d'ANTEA, susvisée, sont conformes aux préconisations de l'étude détaillée des risques, susvisée, réalisée par CSD AZUR ;

Considérant qu'il y a lieu d'acter les mesures prévues pour cette couverture, et d'actualiser les garanties financières correspondantes ;

Considérant le dispositif réglementaire d'autorisation de détention de sources radioactives au sein d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Considérant que le pétitionnaire a désigné, dans sa demande, une personne ou un service responsable de l'activité nucléaire et une ou des personnes compétentes en radioprotection ;

Considérant qu'il semble que les conditions d'utilisation et de suivi des sources scellées radioactives présentes dans l'établissement préservent les intérêts protégés par le Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Modifications

L'article I.3 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, susvisé, est remplacé par l'article suivant :

«Article I.3 Activités

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime de classement	Capacité maximale autorisée
167.a	Déchets industriels provenant d'installations classées : a) Stations de transit.	A	Parc de stockage de cendres interne à la centrale : 20 000 tonnes.
167.b	Déchets industriels provenant d'installations classées : b) Décharge.	A	Parc à cendres (4 bassins situés sur la commune de WOIPPY) : 1 100 000 t.
1150.1b	Substances et préparations toxiques particulières (stockage, emploi, fabrication industrielle, formulation et conditionnement de ou à base de) : 1. 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzidine et/ou ses sels, chlorure de N, N-diméthylcarbamoyl, diméthylnitrosamine, 2-naphthylamine et/ou ses sels, oxyde de bis (chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,3- propanesulfone, 4-nitrodiphényle, triamide hexaméthylphosphorique, benzotrichlorure, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, hydrazine. La quantité totale de l'un de ces produits (à des concentrations en poids supérieures à 5 %) susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Inférieure à 2 tonnes.	A	Stockage et utilisation d'hydrate d'hydrazine à 24 % (2,5 tonnes) contenant 400 kg environ d'hydrazine pure.

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime de classement	Capacité maximale autorisée
1180.1	1. Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 litres de PCB ou PCT.	D	3 transformateurs.
1416.3	Stockage ou emploi d'hydrogène : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 tonne.	D	Stockage de 125 kg d'hydrogène.
1432.2a	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables : 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³.	A	Fioul lourd : 5 430 m³. Fioul domestique : 140 m³.
1434.2	Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation.	A	Station de dépotage.
1520.1	Dépôt de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matière bitumeuse : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 tonnes.	A	Parc à charbon : 500 000 t ; 4 silos de 1 000 t ; 8 silos de 60 t.
1611.2	Emploi ou stockage d'acide acétique, à plus de 50 % en poids d'acide chlorhydrique, à plus de 20 %, ... : La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 tonnes mais inférieure à 200 tonnes.	D	Stockage de 150 tonnes d'acide chlorhydrique.
1715.1	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage) 1. Lorsque $Q > 10^4$	A	C_{14} : 3,66 MBq (2 sources) Cs_{137} : 1110 MBq (2 sources) $Q = 222\ 000$
2515.1	Brøyage, concassage,... de produits minéraux naturels ou artificiels : La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 200 kW.	A	8 broyeurs à charbon de puissance unitaire : 460 kW. Puissance totale : 3 680 kW.

Numéro de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime de classement	Capacité maximale autorisée
2560.2	<p>Travail mécanique des métaux et alliages :</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW.</p>	D	Puissance des machines fixes présentes dans l'atelier : 130 kW.
2910.A1	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167 C et 322 B 4 :</p> <p>A) Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1. Supérieure à 20 MW.</p>	A	<p>Puissance des installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 chaudières principales au charbon : 1 400 MWth ; - 2 chaudières auxiliaires au fuel : 8,7 MWth ; <p>Puissance totale : 1 408,7 MWth.</p>
2920.2a	<p>Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des puissances effectives supérieures à 10^5 Pa :</p> <p>2. Dans tous les autres cas :</p> <p>a) la puissance absorbée est supérieure à 500 kW.</p>	A	Puissance absorbée : 2221 kW.
2925	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs :</p> <p>La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.</p>	D	1 local concerné.

A : Autorisation D : Déclaration »

L'article IV-6-2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, susvisé, est remplacé par l'article suivant :

«Article IV-6--2 Températures

La température amont de la Moselle est mesurée en continu en amont des condenseurs.

Un contrôle en continu de la température est réalisé en sortie des eaux des condenseurs de la centrale (points de contrôle CRF1 et CRF2).

La température des effluents à la confluence de la lagune de La Maxe et de la Moselle est mesurée en continu.

La température à la limite de la zone de mélange dans la Moselle est mesurée en continu au niveau du barrage d'Argancy ou elle est estimée par calcul sur la base d'un débit moyen journalier du cours d'eau et d'un débit moyen journalier du rejet.»

L'article IX-3-2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, cité ci-dessus, est remplacé par l'article suivant :

«Article IX-3-2 Montant des garanties financières

Le tableau ci-après indique les montants à garantir pour chaque période :

Années	Situation de l'exploitation (pour le parc à cendres)	Montant (en euros HT)
2007-2010	En exploitation	1 782 911
2011-2013	En exploitation	1 278 911
2014-2016	En exploitation	846 911
2017-2021	Post exploitation	282 183
2022-2026	Post exploitation	236 637
2027-2031	Post exploitation	236 637
2032-2036	Post exploitation	235 271
2037-2041	Post exploitation	228 641
2042-2046	Post exploitation	222 337

»

L'article IX-4-2 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, susvisé, est remplacé par l'article suivant :

«Article IX-4-2 Prévention de la pollution des eaux

La plate-forme est aménagée de manière à ce que l'ensemble des effluents liquides soit récupéré dans un débourbeur séparateur à hydrocarbures muni d'un obturateur. Les effluents liquides provenant de l'aire de stationnement des véhicules sont également dirigés vers le débourbeur séparateur à hydrocarbures. Le débourbeur séparateur à hydrocarbures est dimensionné de la manière suivante :

- débit de fuite au moins égal au débit d'un orage décennal pour la zone imperméabilisée ;
- débit d'effluents traités au moins égal au débit d'un orage de fréquence annuelle pour la zone imperméabilisée.

La qualité des effluents rejetés à la Moselle respecte les valeurs suivantes :

- MEST \leq 100 mg/l ;
- HCT \leq 5 mg/l.

L'entretien du débourbeur séparateur à hydrocarbures est réalisé régulièrement et cette périodicité ne peut excéder six mois.

Deux fois par an, un contrôle de la qualité des effluents rejetés est réalisé. Sont analysés le pH, les MEST et les HCT. Les résultats commentés des analyses sont adressés à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et transmis au service chargé de la police de l'eau.»

Article 2 : Prescriptions particulières relatives aux sources radioactives

La société E.D.F située à La Maxe est autorisée à utiliser quatre sources scellées radioactives sur le site de la Centrale de Production Thermique de La Maxe sous réserve du respect des dispositions du présent article.

Ces quatre sources scellées sont constituées par :

Radio-nucléide	Activité (MBq)	Usage de la source
C ₁₄	3,66	Mesure en continu des rejets de poussières
C ₁₄	3,66	Mesure en continu des rejets de poussières
Cs ₁₃₇	1110	Mesure en continu de la teneur en imbrulés dans les cendres volantes
Cs ₁₃₇	1110	Mesure en continu de la teneur en imbrulés dans les cendres volantes

Les sources visées précédemment sont utilisées sur des postes fixes et dans les ateliers repérés conformément au plan joint au dossier de demande.

1. Conditions générales de l'autorisation

La présente autorisation tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 1333-4 du Code de la Santé Publique pour les activités nucléaires mentionnées au tableau ci-dessus.

1.1. *Réglementation générale*

La présente autorisation s'applique sans préjudice des dispositions des autres réglementations applicables et en particulier à celles relatives au transport de matières radioactives et à l'hygiène et sécurité du travail.

1.2. *Modifications*

Les installations objets du présent arrêté seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur aux sources et à leur utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation, accompagnés de l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ainsi qu'à l'institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN).

1.3. *Cessation d'activité*

La cessation de l'utilisation de radionucléides, produits ou dispositifs en contenant, doit être signalée au Préfet et à l'Inspecteur des Installations Classées. En accord avec cette dernière, l'exploitant demandeur met en œuvre toutes les mesures pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des risques et nuisances dus à l'exercice de l'activité nucléaire autorisée. En particulier, le chef d'établissement doit transmettre au préfet et à l'institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN) l'attestation de reprise des sources radioactives scellées délivrée par le fournisseur.

Les résidus de démantèlement de l'installation présentant des risques de contamination ou d'irradiation devront être remis à un organisme régulièrement autorisé pour procéder à leur élimination.

1.4. *Cessation de paiement*

Au cas où l'entreprise devrait se déclarer en cessation de paiement entraînant une phase d'administration judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'exploitant informera sous quinze jours le service instructeur de la présente autorisation et le Préfet de département.

2. Organisation

2.1. *Gestion des sources radioactives*

Lors de l'acquisition de sources scellées auprès de fournisseurs, le titulaire veillera à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par le fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont un exemplaire est conservé par le titulaire.

Toute cession et acquisition de radionucléides sous forme de sources scellées ou non scellées, de produits ou dispositifs en contenant, doit donner lieu à un enregistrement préalable auprès de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, suivant un formulaire délivré par cet organisme.

Afin de prévenir tout risque de perte ou de vol, l'exploitant met en place un processus systématique et formalisé de suivi des mouvements de sources radioactives qu'il détient, depuis leur acquisition jusqu'à leur cession ou leur élimination ou leur reprise par un fournisseur ou un organisme habilité. Ce processus permet notamment de connaître à tout instant :

- l'inventaire des sources et des appareils émettant des rayonnements ionisants ;
- les activités détenues, en vue de démontrer la conformité aux prescriptions dans la présente autorisation ;
- la localisation des sources.

L'inventaire des sources mentionne les références des enregistrements obtenus auprès de l'Institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN).

Afin de consolider l'état récapitulatif des radionucléides présents dans l'établissement, le titulaire effectue périodiquement un inventaire physique des sources au moins une fois par an ou, pour les sources qui sont fréquemment utilisées hors de l'établissement au moins une fois par trimestre.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées un document à jour indiquant notamment pour chaque source :

- les caractéristiques de la source ;
- toutes les modifications apportées à l'appareillage émetteur ou aux dispositifs de protection ;
- la justification de l'état de fonctionnement correct des sources et appareils en contenant. Ce dernier point pourra prendre la forme des rapports de contrôles périodiques prévus à l'alinéa I-4° de l'article R. 231-84 du Code du Travail.

L'exploitant est tenu de restituer les sources qu'il détient aux fournisseurs en fin d'utilisation ou au plus tard dans un délai de dix ans après la date du premier visa apposé sur le formulaire de fourniture sauf dérogation délivrée par le Préfet.

Cette information ne se substitue pas aux prescriptions relatives à l'enregistrement de ces mouvements de sources à l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) suivant les dispositions des articles R.1333-47 à R.1333-49 du Code de la Santé Publique.

2.2. *Personne responsable*

Conformément à l'article L 1333-4 du Code de la Santé Publique, l'exploitant définit une personne en charge directe de l'activité nucléaire autorisée appelée «personne responsable».

Le changement de personne responsable devra être obligatoirement déclaré au Préfet de département, à l'Inspecteur des Installations Classées et à l'IRSN dans les meilleurs délais.

2.3. Bilan périodique

L'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre à l'Inspection des Installations Classées tous les cinq ans un bilan relatif à l'exercice de son activité nucléaire en application de la présente autorisation. Ce bilan comprend a minima :

- l'inventaire des sources radioactives et des appareils émettant des rayonnements ionisants détenus dans son établissement ;
- leur localisation ;
- la justification de l'état de fonctionnement correct des sources et appareils en contenant. Ce dernier point pourra prendre la forme des rapports de contrôles périodiques prévus à l'alinéa I-4° de l'article R. 231-84 du Code du Travail ;
- un réexamen de la justification du recours à une activité nucléaire.

2.4. Prévention contre le vol, la perte ou la détérioration et consignes en cas de perte, de vol ou détérioration

Les sources radioactives seront conservées et utilisées dans des conditions telles que leur protection contre le vol ou la perte soit convenablement assurée. En dehors de leur utilisation, elles seront notamment stockées dans des locaux, des logements ou des coffres appropriés fermés à clé dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible. L'accès à ces locaux, logements ou coffres est réglementé.

Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives, tout accident (événement fortuit risquant d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation) devra être déclaré par l'exploitant impérativement et sans délai au Préfet du département ainsi qu'à l'Inspecteur des Installations Classées et à l'IRSN.

Le rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, les types et numéros d'identification des sources scellées, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'événement.

2.5. Protection contre l'exposition aux rayonnements ionisants

L'installation est conçue et exploitée de telle sorte que les expositions résultant de la détention et de l'utilisation de substances radioactives en tout lieu accessible au public soient maintenues aussi basses que raisonnablement possible.

En tout état de cause, la somme des doses efficaces reçues par les personnes du public du fait de l'ensemble des activités nucléaires ne doit pas dépasser 1 mSv/an.

En tant que de besoin, des écrans supplémentaires en matériau convenable sont interposés sur le trajet des rayonnements.

2.5.1. Signalisation des lieux de travail et d'entreposage des sources radioactives

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité (plan du local avec localisation de(s) la source(s) et caractéristiques et risques associés de(s) la source(s)) sont placés d'une façon apparente, à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. Ces dispositions doivent éviter qu'une personne non autorisée ne puisse pénétrer de façon fortuite à l'intérieur de cette zone.

2.5.2. Consignes de sécurité

L'exploitant identifie les situations anormales (incident ou accident) pouvant être liées à l'utilisation des substances radioactives par le personnel de son établissement. En conséquence, il établit et fait appliquer des procédures en cas d'événements anormaux.

Des consignes écrites, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident ;
- mettre en œuvre les mesures de protection contre les expositions interne et externe ;
- déclencher les procédures prévues à cet effet.

Ces consignes sont mises à jour autant que de besoin et révisées au moins une fois par an.

Chaque situation anormale doit faire l'objet d'une analyse détaillée par l'exploitant. Cette analyse est ensuite exploitée pour éviter le renouvellement de l'événement. L'analyse de l'événement ainsi que les mesures prises dans le cadre du retour d'expérience font l'objet d'un rapport transmis aux autorités administratives compétentes.

En cas d'incendie concernant ou menaçant des substances radioactives, les services d'incendie appelés à intervenir sont informés du plan des lieux, des voies d'accès et des emplacements des différentes sources radioactives, des stocks de déchets radioactifs ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives présentes dans le local.

L'éventuel plan d'urgence interne, plan d'opération interne ou plan particulier d'intervention applicable à l'établissement prendra en compte les incidents ou accidents liés aux sources radioactives ou affectant les lieux où elles sont présentes.

Il devra prévoir l'organisation et les moyens destinés à faire face aux risques d'exposition interne et externe aux rayonnements ionisants de toutes les personnes susceptibles d'être menacées.

Une réserve de matériel de détection, de mesure, de protection, de neutralisation (telle que substances absorbantes), de décontamination sera aménagée à proximité de l'atelier pour que le personnel compétent puisse intervenir rapidement en cas d'accident de manutention.

2.6. Dispositions relatives aux appareils contenant des radionucléides

Les appareils contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistants au feu, la mention radioactive, la dénomination du produit contenu, son activité maximale exprimée en Becquerels, et le numéro d'identification de l'appareil. La gestion des sources doit permettre de retrouver la source contenue dans chaque appareil.

L'exploitant met en place un suivi des appareils contenant des radionucléides.

Ces appareils sont installés et opérés conformément aux instructions du fabricant. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant et de la réglementation en vigueur. Le conditionnement de la (des) source(s) radioactive(s) doit être tel que son (leur) étanchéité soit parfaite et sa (leur) détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible. Sa qualité doit être à minima conforme aux exigences de la norme ISO 2919.

En aucun cas, les sources ne doivent être retirées de leur logement par des personnes non habilitées par le fabricant.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié. La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Le registre présente notamment :

- les références de l'appareil concerné ;
- la date de découverte de la défectuosité ;
- une description de la défectuosité ;
- une description des réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise/organisme qui les a accomplies ;
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise / organisme qui l'a vérifié.

Article 3 : Couverture du parc à cendres de Woippy

La société E.D.F, sise à La Maxe, réalise le réaménagement final du parc à cendres tel que défini aux articles suivants du présent arrêté. Ce réaménagement consiste à créer trois dômes d'une pente minimale de 3%, puis à mettre en place une couche de couverture d'une épaisseur minimale de 0,9 mètre.

Le réaménagement est réalisé conformément à l'étude ANTEA référencée A 44213/C de décembre 2006, sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du présent arrêté et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 novembre 2005, susvisé.

Article 4 : Création des modelés des dômes

Trois dômes sont constitués respectivement pour les bassins 4, 1+2, 3. Les matériaux (hors déchets) constituant ces dômes peuvent provenir de l'extérieur, sous réserve que l'exploitant puisse justifier la nature et l'origine de ces matériaux ainsi que les quantités admises. Ces données sont reportées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Il peut également être accepté pour la création de ces dômes.

- l'apport de déchets inertes sous réserve du respect des dispositions de l'article 6 du présent arrêté.
- l'apport de cendres en provenance de la centrale de production thermique de La Maxe, à titre exceptionnel et dans la limite fixée par l'article III.4.1 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2005, susvisé.

Article 5 : Constitution de la couverture

La couverture finale des trois dômes est constituée de bas en haut de :

- une couche de 0,2 à 0,3 mètre de matériaux sablo-argileux issus du décapage de la digue Est, sans que cela remette en cause la stabilité de la digue ;
- une couche de 0,4 mètre de matériaux inertes peu perméables (entre 10^{-8} et 10^{-9} m/s) provenant de l'extérieur ;
- une couche de 0,2 à 0,3 mètre de matériaux végétalisables provenant de l'extérieur munie d'un système de drainage des eaux de ruissellement.

Tout apport de matériaux provenant de l'extérieur doit faire l'objet d'une comptabilité précise sur un registre, comportant au minimum les éléments suivants : nature, quantité, origine.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 6 : Déchets inertes

6.1

La société E.D.F située à La Maxe, ci-après dénommée l'exploitant, doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les inconvénients pouvant résulter de l'installation de stockage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage. Les abords de la zone sont régulièrement débroussaillés.

6.2

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets.

L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur pour limiter la superficie, en cours d'exploitation, soumise aux intempéries.

6.3

Les seuls déchets inertes admissibles sont énumérés ci-dessous :

CHAPITRE DE LA LISTE DES DÉCHETS (décret n° 2002-540)	CODE (décret n° 2002- 540)	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
Déchets de construction et de démolition.	17 01 01	Bétons.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
Déchets de construction et de démolition.	17 01 02	Briques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
Déchets de construction et de démolition.	17 01 03	Tuiles et céramiques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
Déchets de construction et de démolition.	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés
Déchets de construction et de démolition.	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais).	A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ;
Déchets municipaux.	20 02 02	Terres et pierres.	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs ; à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

6.4

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets.

6.5

En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets en installation de stockage de déchets inertes.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'article 7 du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans le même article. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis à l'article 7 du présent arrêté peuvent être admis.

6.6

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, du bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005, susvisé, ou des documents requis par le règlement du 1^{er} février 1993 relatif à la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté Européenne.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régavage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. En cas de refus, le Préfet est informé, au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...).

6.7

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 7. Critères de pollution à respecter pour les déchets inertes

Paramètres à vérifier lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRES	EN MG/KG DE MATIÈRE SÈCHE
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat (*)	500 (*)
FS (fraction soluble)	4 000.

(*) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg.

Paramètres à vérifier pour le contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRES	EN MG/KG DE DÉCHET SEC
COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(**) Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Article 8 : Fin du réaménagement du parc à cendres

A la fin du réaménagement de chaque bassin (4, 1+2, 3), la société E.D.F située à La Maxe fournit au Préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site (végétation, etc.). Elle précise les mesures prises pour garantir l'intégrité du confinement (notamment les servitudes envisagées).

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation.

Article 9 : Echancier de réalisation du réaménagement du parc à cendres

Le réaménagement du parc à cendres tel que prévu aux articles 3 à 8 du présent arrêté sera réalisé selon l'échéancier suivant :

- bassin n°4 au plus tard le 31 décembre 2009 ; plan visé à l'article 8 au plus tard le 31 mars 2010 ;
- bassins n°1+2 au plus tard le 31 décembre 2013 ; plan visé à l'article 8 au plus tard le 31 mars 2014 ;
- bassin n°3 au plus tard le 31 décembre 2016 ; plan visé à l'article 8 au plus tard le 31 mars 2017.

Article 10 :

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 11: Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Maxe et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 12: Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 13 : Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le Sous-Préfet de Metz-Campagne,
le Maire de La Maxe,
les Inspecteurs des Installations classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté, par le demandeur ou l'exploitant, devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois suivant sa notification et selon les dispositions précisées à l'article L 514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'Environnement. Dans ce même délai un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande).

METZ le, 14 février 2008

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Signé Bernard GONZALEZ

